

# PHI Holding S.A.

Société anonyme

9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg

**CONSTITUTION**

**D'UNE SOCIETE ANONYME**

**DU 21 DECEMBRE 2016**

**Me Cosita DELVAUX**

**N° 5669**

L'an deux mille seize, le vingt-et-un décembre

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg

Ont comparu

1.- TRES S.A., société immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 69.713, avec siège à L – 2519 Luxembourg, 9 rue Schiller, représentée par l'Administrateur Délégué M. Marco Caldana ;

2.- Monsieur Serge THILL, administrateur de société, né à Esch – sur – Alzette (Luxembourg) le 25 juillet 1954, demeurant professionnellement à Sanem, 7 Coin du Lohr ;

3.- Monsieur Marco CLAUS, administrateur de société, né à Biella (Italie) le 12 avril 1960, demeurant professionnellement à Luxembourg à 9, rue Schiller ;

4.- Monsieur Andrea TASSISTO, chief operating officer, né à Loano (Italie), le 14 mars 1976 demeurant professionnellement à Luxembourg au 9 rue Schiller ;

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

## **Titre I. - Dénomination, Siège Social, Objet, Durée**

Art. 1. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de PHI Holding S.A. – utilisant le nom commercial FARAD Group (« la Société »).

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration (le « Conseil d'Administration ») ou de l'administrateur unique (l' « Administrateur Unique »), des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration de la Société ou de l'Administrateur Unique.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège social sera faite portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés de capitaux luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous droits immatériels (marques, brevets, ...) et autres droits se rattachant à ces droits ou pouvant les compléter. La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct tous concours, prêts, avances ou garanties, ainsi que gérer leur trésorerie d'une façon centralisée. La Société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.

La Société peut également procéder à l'acquisition ou la location de biens ou de droits immobiliers en vue de l'accomplissement de son objet.

## **Titre II. - Capital, Actions**

Art. 5. Le capital social est fixé à un million quatre cents quarante mille quatre cents quarante Euros (Euros 1.440.440-) représenté par cents quarante-quatre mille quarante-quatre (144.044) actions ordinaires, d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euro) chacune.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

Les titres seront nominatifs. La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale statuant à la manière requise pour la modification des statuts.

Art 6. Le capital autorisé de la Société est fixé à cinq million deux cents cinquante mille euros (5.250.000 EUR) représenté par cinq cents vingt-cinq mille (525.000) actions.

A cet effet le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté :

A réaliser des augmentations de capital, en une seule fois ou par tranches successives, avec ou sans prime d'émission, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances, par émission d'obligations convertibles en actions ou encore, sur approbation de l'Assemblée Générale, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital ;

A statuer et décider, à sa seule discrétion, sur la création de nouvelles classes d'actions, et à déterminer les caractéristiques spécifiques de chaque classe ainsi que le pouvoir, droits et limitations incombant à chacune d'entre elles;

A fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles. Si l'apport devant être fait à la Société pour les actions nouvellement émises excède la valeur nominale de ces nouvelles actions, ce surplus devra être traité dans les livres de la Société comme une prime d'émission relative à ces actions.

Cette autorisation est valable pour une période de quatre (4) ans à partir de la date de publication de l'acte de constitution et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, l'article 5 des présents statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue. Cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 7. En cas de cession par un ou plusieurs des actionnaires de tout ou partie de ses actions, les actionnaires non cédants (le ou les « bénéficiaires ») bénéficient, au prorata de leur participation, d'un droit de préemption comme défini ci-après.

Le ou les actionnaires cédants devront notifier leur projet de cession par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des bénéficiaires, en précisant l'identité de l'éventuel cessionnaire, son adresse, le nombre d'actions, objet de la cession, les conditions et modalités de la cession, et notamment les modalités de paiement du prix, les garanties offertes et / ou octroyées.

Dans l'hypothèse d'un apport, d'un échange ou d'une transmission à titre gratuit, le ou les actionnaires cédants devront également fournir la valeur d'apport ou d'échange retenue ou une évaluation des actions en cas de transmission à titre gratuit.

Dans les trente jours suivant la première présentation de la notification visée ci-dessus, le ou les bénéficiaires notifieront, dans les mêmes formes, à un ou aux actionnaires cédants sa ou leur volonté d'acquérir les actions, objet de la cession, pour un prix égal au prix indiqué dans le projet de cession ou à la valeur communiquée, ou la renonciation à exercer leur droit de préemption.

À défaut de réponse, le ou les bénéficiaires seront réputés avoir renoncé à leur droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession devra être réalisée dans le mois suivant l'expiration du délai imparti aux bénéficiaires pour exercer leur droit de préemption.

### **Titre III. - Administration**

Art. 8. La Société est administrée par un conseil d'administration (le « Conseil d'Administration ») composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Art. 9. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un Président.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président ou de deux administrateurs aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et que chacun déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion.

Un administrateur peut donner une procuration à un autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées par une majorité des administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs (les Résolutions Circulaires des Administrateurs) seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil

valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou sur plusieurs copies d'une résolution identique.

Art. 10. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social de la Société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 11. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée, en toutes circonstances, y compris, le cas échéant, les actions en justice en tant que demanderesse ou défenderesse, par la signature individuelle du Président, ou par la signature conjointe de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs ou de mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu de l'article 12 des statuts.

Art. 12. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués, ou à un directeur général

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

#### **Titre IV. - Surveillance**

Art. 13. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale ; elle ne pourra cependant dépasser six années.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes écritures de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'Assemblée Générale le résultat de leurs opérations avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

#### **Titre V. - Assemblée Générale**

Art. 14. L'assemblée générale annuelle (l'« Assemblée Générale ») se réunit à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième mercredi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures. .

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée Générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

## **Titre VI. - Année Sociale, Répartition des Bénéfices**

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16 L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé :

Dotation à la réserve légale, dans les termes et limites prévus par la loi; cinq pour cent (5,00 %) qui est mis à disposition du Conseil d'Administration et qui devra être utilisé pour activités caritatives, de bénévolat, d'investissement d'impact social ou de « Socially Responsible Investing » (S.R.I.)

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

## **Titre VII. - Dissolution, Liquidation**

Art. 17. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

## **Titre VIII. - Dispositions Générales**

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2017.

### **Souscription et libération.**

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants pré-qualifiés déclarent souscrire les actions comme suit :

1) TRES S.A., prénommé :	n.	131.593	
actions			
2) Monsieur Serge THILL, prénommé :	n.	6.831	actions
3) Monsieur Marco CLAUS, prénommé :	n.	2.810	
actions			
4) Monsieur Andrea TASSISTO prénommé :	n.	2.810	actions
TOTAL :	n.	144.044	actions

Les actions ont été entièrement libérées à concurrence de un million quatre cents quarante mille quatre cents quarante Euros (Euros 1.440.440-) par :

- des versements en numéraire à la concurrence de six cent cinquante-deux mille quatre cents quarante Euros (652.440 Euros) de sorte que la somme

se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire, et

- un apport en nature de sept cents soixante-huit mille sept cent quatre-vingt-huit mille Euros (788.000 Euros) consistant en l'intégralité du capital, soit cinq mille cent vingt-cinq (5.125) actions de la société FARAD International S.A., une société anonyme de droit luxembourgeoise ayant son siège social au 9, rue Schiller L – 2519 Luxembourg immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80587. Preuve du transfert de l'apport ci-dessus à la Société et de la souscription ont été données au notaire soussigné.

L'apport en nature susmentionné a fait l'objet d'un rapport en date du 21 décembre 2016, par Fidewa – Clar S.A., réviseur d'entreprises agréé, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à Leudelange, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165462, dont la conclusion est la suivante : « Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'Apport en nature d'un montant de EUR 788.000,- ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 78.800 actions PHI HOLDING S.A. d'une valeur nominale de EUR 10,- chacune. »

Une copie de ce rapport restera annexée au présent acte afin d'être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. L'assemblée acquiesce le rapport préparé par Fidewa – Clar S.A. sur l'apport en nature susmentionné.

#### **Déclaration.**

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### **Estimation des frais.**

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de EUR 2.700,-.

Une somme suffisante, égale au moins au montant des frais notariaux mentionné ci-avant est d'ores et déjà à la disposition du notaire soussigné, l'apport étant réalisé en nature.

#### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.**

Et à l'instant les comparants, pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes :

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui du réviseur d'entreprise à un (1).

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs :

- Monsieur Marco CALDANA, dirigeant, né à Loano (Italie), le 22 avril 1967 demeurant professionnellement à Luxembourg au 9 rue Schiller, président ;

- Monsieur Andrea TASSISTO, « chief operating officer », né à Loano (Italie), le 14 mars 1976 demeurant professionnellement à Luxembourg au 9 rue Schiller ;

- Monsieur Marco CLAUS, dirigeant, né à Biella (Italie), le 12 avril 1960 demeurant professionnellement à Luxembourg au 9 rue Schiller.

3) Est appelé aux fonctions de réviseur :

Fidewa – Clar S.A., réviseur d'entreprises agréé, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à Leudelange, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165462.

4) Les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprise prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2017.

5) Le siège social est fixé au 9, rue Schiller L-2519 Luxembourg.

### **Dont acte**

Fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

(Signé) M. CALDANA, S. THILL, M. CLAUS, A. TASSISTO, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/41109

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

---

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

Luxembourg, le 03 janvier 2017

Me Cosita DELVAUX